

## CE MONDE QUI BOUGE

Terrorisme, la France  
a-t-elle peur ?

A en croire une enquête de l'Ifop, réalisée pour les quotidiens régionaux français *Le Midi Libre* et *La Dépêche du Midi* du 16 septembre, le terrorisme fait peur à 97% de Français. Après les attentats contre *Charlie Hebdo* et le Bataclan en janvier et novembre 2015, puis de Nice le 14 juillet dernier, qui ont provoqué la mort de 228 personnes, sans compter le meurtre d'un couple de policiers dans la région parisienne et celui du prêtre de Saint-Etienne-du-Rouvray, il y a de quoi avoir peur. D'autant que ces actes sont revendiqués par l'Etat islamique (EI) lequel continue d'appeler à «tuer les mécréants» !



Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.com

Mais il n'y a pas que cela qui développe le côté anxiogène des Français et qui les empêche de regarder lucidement la réalité afin, justement, de mieux contrer la menace terroriste. Pas un jour ne passe sans qu'une certaine perception de l'actualité outrageusement médiatisée par des télé et des radios, sans distanciation, sans prendre le temps d'un regard décalé, ne vienne obscurcir les faits et ajouter à l'angoisse, au sentiment d'insécurité et de suspicion envers l'autre – le «musulman» – d'une partie de la population.

Multiplication des hommages aux victimes du terrorisme, genre «il y a un mois l'attentat de Nice», «il y a neuf mois les attaques du Bataclan», assortis de reportages qui revisitent une énième fois les faits tragiques et douloureux sur fond d'entretiens avec les survivants et de témoignages, surenchère politicienne sécuritaire de la droite et de l'extrême-droite rivalisant à qui mieux sur la question du terrorisme, sur la base de faits réels comme l'arrestation et le démantèlement de cellules terroristes comme celle de ces femmes djihadistes en région parisienne, ne sont pas faits pour rassurer mais pour entretenir un climat de peur et de méfiance dans une France déjà en campagne pour l'élection présidentielle de mai 2017.

Et que dire quand c'est le gouvernement français qui contribue lui-même à alimenter l'angoisse des parents d'élèves à l'occasion de la rentrée scolaire en assurant que toutes les mesures ont été prises pour éviter des attentats contre les écoles. Ce qui a donné lieu au niveau local à l'éclosion de toutes sortes de suggestions : recommander que des policiers viennent expliquer aux enfants comment s'y prendre en cas d'attaque terroriste, assurer une présence policière à l'intérieur des écoles, mettre en place des portiques comme dans les aéroports ou munir les enfants de bips reliés à des postes de police en cas d'attaques !

C'est triste, mais on voit du terrorisme même là où il n'y en a pas. Ainsi en est-il de cette rixe entre plagistes marocains et habitants d'un village corse autour d'un bout de plage, vite transformée en une affaire de «burkini», donc forcément islamiste et anti-laïque et devenue un argument électoral, alors qu'il n'a jamais été question ni de «burkini» ni de hidjab. Ou de ces délinquants ayant agressé à Toulon des couples au motif, selon les médias qui ont amplifié démesurément l'affaire, que les femmes étaient en «shorts» : là également, ce fait divers a été vite transformé en acte d'intolérance islamiste, avant que la police ne rétablisse la vérité. Mais le mal était fait.

Une chose est certaine, l'angoisse et la peur qui se sont emparées d'une partie de la population, instrumentalisées à dessein par un Nicolas Sarkozy qui se veut plus à droite que Marine Le Pen, au nom d'une laïcité dévoyée et discriminatoire parce qu'identitaire – «les racines chrétiennes» et «gaULOises» de la France si chères à l'ex-chef de l'Etat français – risquent de nourrir tous les ressentiments, les amalgames et les fractures. Ainsi derrière chaque réfugié syrien, afghan ou soudanais, derrière chaque Français d'origine maghrébine, se cacherait un islamiste ou un terroriste potentiel.

Même les enquêtes sur «les musulmans» de France, vus comme une masse socialement, politiquement et ethniquement indifférenciée, alors qu'ils sont originaires de pays différents, aux trajectoires historiques différentes – ainsi la guerre d'Algérie et le 17 Octobre 1961 sont présents dans la mémoire collective des Français d'origine algérienne – qu'ils sont partie prenante comme acteurs et citoyens dans la vie sociale et politique, ne contribuent pas à clarifier les choses. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen ne ratent jamais l'occasion d'évoquer «l'Algérie française», le sort des «pieds-noirs et des harkis». Et il suffit d'un match de football – c'est le cas de l'Algérie en Coupe du monde – pour voir l'attachement au pays d'origine s'exprimer en pleins Champs-Élysées, à Marseille, Lyon ou Lille – c'est le cas aussi des Français d'origine portugaise quand le Portugal a remporté l'Euro de foot – et que vole en éclats le mythe d'une appartenance uniforme à une communauté religieuse gommant les différences et la pluralité des cultures d'origine.

H. Z.

OUVERT EN 2015, LE PROCÈS DE L'AFFAIRE  
CNAN S'EST POURSUIVI HIERL'ex-P-dg jugé sans  
ses avocats

**Une première dans les annales de la justice algérienne. Un procès en correctionnelle ouvert en avril 2015 a repris hier son énième audience au tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Il s'agit de l'affaire Cnan, dont l'ex-P-dg est en détention provisoire depuis 54 mois. Au total, une vingtaine de personnes poursuivies dans cette affaire seront de nouveau auditionnées.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La principale question qui se pose est celle de savoir si le représentant du ministère public va requérir de nouvelles peines à la lumière du nouveau complément d'information que le magistrat avait demandé. Pour rappel, le procureur de la République avait requis à l'encontre des prévenus des peines de prison de huit à dix ans. Hier, dès l'ouverture du procès, le magistrat en charge de l'affaire a entamé l'audition des mis en cause, en les interrogeant sur des «questions précises» et ce, en l'absence des avocats du principal prévenu, M. Ali Boumbar.

Ce dernier a été invité par le juge à intervenir à n'importe quel moment du déroulement du procès, pour apporter des précisions ou encore pour s'expliquer davantage sur les chefs

d'accusation retenus contre lui. Signalons que la défense de l'ex-P-dg de la Cnan a brillé par son absence du fait de la décision de retrait du procès lors de la dernière audience.

En effet, les avocats de l'ex-P-dg de la Cnan avaient dénoncé «la détention préventive de leur client qui dure depuis quatre ans et demi». L'homme est poursuivi, avec une vingtaine d'autres anciens cadres de la compagnie publique de transport maritime, pour dilapidation de deniers publics. «C'est une détention illégale et illicite», avait affirmé à la presse M<sup>e</sup> Miloud Brahimi. «Je vais me déconstituer puisque ni les avocats, ni les magistrats, ni la justice ne servent à quelque chose dans les dossiers de cette nature. Une détention provisoire de quatre ans est une condamnation préventive.



Photo : Samir Sid

**Le procureur avait requis des peines de 10 ans de prison.**

Je ne veux pas jouer le rôle de l'avocat-alibi», assure-t-il.

Lors de sa plaidoirie, et avant même que le président du tribunal ne se prononce sur le rejet de la liberté provisoire, l'avocat Miloud Brahimi est revenu sur les deux compléments d'information ordonnés par le juge. «Je n'ai jamais vu ça. On ne peut pas imaginer qu'une affaire soit clôturée au niveau de l'instruction sans qu'on ait tous les éléments», a-t-il souligné.

Pour M. Brahimi, l'affaire de la Cnan met en débat deux questions : la première est liée au délit économique, à la gestion. La seconde concerne le respect des libertés individuelles à travers la détention provisoire. «Mon client a déjà été inculpé de trafic

d'influence avant de bénéficier d'un non-lieu dans le cadre de cette affaire. Il a été inculpé d'association de malfaiteurs avant de bénéficier d'un non-lieu, puis de détournement avant de bénéficier, là aussi, de non-lieu», argumente l'avocat.

«Aujourd'hui, il est toujours en détention pour dilapidation, un délit qui ne veut rien dire», dit-il. Et d'ajouter : «Du jamais vu durant ma carrière d'avocat ! Si on en est au deuxième supplément d'information, chose totalement inédite, c'est que le juge reconnaît loyalement qu'il n'est pas en mesure de juger cette affaire en l'état où elle lui a été confiée.» Le procès pourrait connaître son épilogue la semaine prochaine.

A. B.

## PROJET DU CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

## Crainte d'une institution «alibi»

**«Entité-alibi», telle est l'appréhension pesante chez les parlementaires de l'opposition au sujet du projet de loi relatif au Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a contrario de celle de leurs collègues de l'allégeance qui y voient un «pas géant de plus dans l'épanouissement et la promotion des droits de l'Homme dans le pays».**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Surtout que ce conseil institué par la nouvelle Constitution adoptée le 7 février dernier, obéit, selon eux, plus à un «impératif extérieur», puisque ayant pour souci, comme, par ailleurs, indirectement avoué par le ministre de la Justice et Garde des sceaux, hier mercredi, à la présentation dudit projet de loi à l'Assemblée populaire nationale (APN), de reprendre le statut A que la CNCPDH (Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'Homme) a perdu, rétrogradée qu'elle était au statut «B» par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme (CIC) en mars 2009 en raison de son absence de conformité avec les «Principes de Paris».

Car, comme le relèvera Ramdhane Taâzibt, le pouvoir n'a visiblement pas la «volonté politique d'améliorer la situation des droits de l'Homme dans le pays», préoccupé qu'il est de «plai-

re aux institutions internationales». Avec le risque majeur d'une ingérence, poursuivra le député et cadre dirigeant du PT qui rappellera fort à propos, le fameux «droit d'ingérence humanitaire» ou encore le fait que ce dossier sensible des droits de l'Homme a servi à la destruction et à la dislocation de bien de pays.

Ceci pour signifier que le texte présenté a beau présenter bien des nouveautés en matière de composante beaucoup plus représentative et des prérogatives que la CNPPDH, appelée ainsi à disparaître, n'avait pas, mais l'essentiel, estimera notre interlocuteur, est dans la pratique, la réalité quotidienne qui fait que la situation des droits de l'Homme est loin d'être reluisante, bien plus, catastrophique. Non sans relever le mauvais timing de ce projet de loi, la priorité étant, selon Taâzibt, à la situation socioéconomique du pays, invitant indirectement à y voir une autre diversion du pouvoir à l'effet d'amuser le peuple. Avec, ajoutera pour sa part, Naâmane Laouer du MSP, les manifestations

publiques qui sont toujours interdites à Alger, les libertés politiques, syndicales et associatives bafouées, mettant le doigt sur la représentativité discutée des organisations professionnelles, syndicales et associatives appelée à siéger dans ledit conseil.

Comprenant 35 articles répartis sur 4 chapitres, ce projet de loi concède audit conseil de larges attributions et missions en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme, avec possibilité pour lui d'émettre au gouvernement ou au Parlement, des avis, recommandations, propositions et rapports sur toute question se rapportant aux droits de l'Homme. Il participe à l'élaboration des rapports présentés périodiquement devant les mécanismes et instances des Nations-Unies et institutions régionales et suivre la mise en œuvre des observations et recommandations de celles-ci, il alerte sur les situations de tension ou de crise pouvant entraîner des violations des droits de l'Homme, détecte et engage des investigations sur les violations des droits de l'Homme pour les signaler aux autorités compétentes, reçoit des requêtes sur toute atteinte aux droits de l'Homme, les étudie et en saisit les autorités administratives concernées, avec, au besoin, des recommandations utiles....

M. K.